

**GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHES "NOTRE EUROPE"**

**Président : Jacques Delors**

|                                  |
|----------------------------------|
| ΠΟΛΙΤΙΚΟ ΓΡΑΦΕΙΟ ΠΡΟΣΤΑΣΕΩΣ      |
| ΓΡΑΦΕΙΟ ΟΡΓΑΝΩΣΗΣ & ΠΡΟΣΕΛΥΤΗΣΗΣ |
| ΑΡ. ΠΡΩΤ.: 01924                 |
| ΗΜΕΡΟΜΗΝΙΑ: 3-12-97              |

# L'ALLEMAGNE ET L'EURO

***NOTES SUR L'EVOLUTION RECENTE DU DEBAT***

Avant-propos

Le document ci-joint constitue la **mise à jour** du document publié par "Notre Europe" au printemps 1997, sur l'état du débat sur l'UEM en Allemagne.<sup>1</sup>

Il n'a d'autre prétention que de rappeler les événements, prises de position, commentaires, intervenus en Allemagne, depuis cette date, sur ce sujet si délicat, qui nécessite une très grande compréhension des diverses situations nationales.

Nous espérons qu'il contribuera à l'information et à la clarification, au moment où les échéances, en matière d'Union économique et monétaire, se précisent.

Ce document a été réalisé avec le concours d'Ulrike Guérot, chargée de mission au Groupement d'Etudes et de Recherches "Notre Europe".

25 Novembre 1997

---

<sup>1</sup> voir série "Problématiques européennes" N°1 : Le débat sur l'UEM en Allemagne - essai d'analyse. Mars 1997

**L'Allemagne et l'euro:**  
**Notes sur l'évolution récente du débat**

|                                                                                |       |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <u>Introduction</u>                                                            | p. 2  |
| <u>1. Débat sur les "3%" enfin maîtrisé?</u>                                   | p. 3  |
| <u>2. D'Amsterdam à Weimar</u>                                                 | p. 5  |
| 2.1. La crainte de transferts financiers: toujours virulente                   | p. 6  |
| 2.2. L'évolution sur la question d'une coordination des politiques économiques | p. 6  |
| 2.3. L'euro dans le contexte du débat allemand sur l'emploi                    | p. 8  |
| <u>3. Le SDP: Suspense délicat</u>                                             | p. 9  |
| <u>4. La rentrée 1997: un calme trompeur?</u>                                  | p. 10 |
| <u>5. Conclusions</u>                                                          | p. 11 |

## Introduction

"L'Euro vient et il sera stable." Cette phrase de Wolfgang Schäuble, prononcée au congrès de la CDU le 14 octobre 1997<sup>1</sup>, rend clair et indiscutable le fait qu'aujourd'hui les milieux politiques et économiques tous confondus tiennent à l'engagement de l'Allemagne à la monnaie unique. "L'Europe - du Marché Unique à la Monnaie Unique - n'est plus la réponse au communisme, mais bien à la globalisation"<sup>2</sup>, tel est le nouvel cadre du discours européen, dont celui sur l'euro. En plus, à en croire les sondages récents, la tendance à l'acceptation de l'euro dans le grand public est depuis septembre 1997 pour la première fois favorable - les Allemands se font à l'idée de l'abandon du D-Mark, et l'approuvent maintenant à 55%.<sup>3</sup>

On a souvent souligné qu'en Allemagne, la plupart des grands choix politiques et stratégiques (réarmement, intégration dans l'OTAN, déploiement des euromissiles) ont été faits, au début, "contre" le peuple, avant d'être acceptés "par les faits". Ceci est aussi reflété par les sondages: si 55% des Allemands se déclarent aujourd'hui favorables à l'introduction de l'euro, ils sont 90% à croire en sa réalisation en 1999.

Le défi à relever aujourd'hui en Allemagne est donc de faire en sorte que, comme le disait le Ministre des Finances, Theo Waigel, les Allemands ne considèrent pas l'achèvement de l'euro comme une "*dot pour l'Europe*"<sup>4</sup>, d'autant plus que les contours de cette future Europe paraissent actuellement peut-être moins clairs qu'ils ne l'étaient auparavant.

Mais est-ce que le débat allemand sur l'euro saura faire face à ce défi, autrement dit: est-ce qu'il saura suivre les paroles de M. Schäuble et réintégrer la réflexion sur l'euro dans une vision d'ensemble de l'Europe, à la fois sur le plan politique, économique et financier, et en même temps, sortir de son angle restreint ce débat, se focalisant, jusqu'à présent, presque exclusivement sur la question de la stabilité budgétaire,<sup>5</sup> si importante qu'elle soit?

Car c'était bien le fait d'une singularisation du dossier de l'euro, de sortir la monnaie unique d'un grand dessein européen, qui a produit, sur les derniers mois en Allemagne, cet enlèvement du débat<sup>6</sup>; l'euro, devenu "enjeu à part", était susceptible d'être refusé par une population dont les convictions - ou au moins un certain réalisme européen - avaient peu bougé jusqu'à récemment.

Or, l'hésitation allemande à associer le fameux débat sur le "Standort Deutschland" (comment rendre l'Allemagne attractive pour des investissements étrangers?) ou encore le lourd dossier du chômage à l'introduction de l'euro - non pas parce que l'euro serait un "remède miracle", mais dans le sens que l'euro pourrait constituer un cadre macro-économique plus propice pour réaliser les *très nécessaires réformes structurelles* au niveau national - prouve plutôt que l'Allemagne a toujours du mal à intégrer l'euro dans une vision d'ensemble des futures structures européennes, que cela soit au niveau politique ou économique.

Ainsi, l'organisme des Chambres de Commerce et de l'industrie (DIHT) a publié, encore en septembre 1997, un papier avec des lignes directrices sur comment combattre le chômage<sup>7</sup>, dans lequel l'euro n'est même pas mentionné comme "élément-cadre" à même d'apporter une nouvelle stabilité européenne, que cela soit

au niveau des taux d'intérêts ou des taux de change. Quelques professeurs allemands d'économie font donc le constat, que "la théorie macro-économique allemande est en déshérence".<sup>8</sup>

La position selon laquelle l'euro est, au mieux, "neutre" vis-à-vis du dossier du chômage, sinon un handicap supplémentaire accélérant la concurrence par une nouvelle transparence des prix notamment au niveau des salaires, rend difficile l'explication des avantages de la monnaie unique.<sup>9</sup> La stabilité monétaire - et c'est bien elle que l'on craint de perdre en Allemagne - devient ainsi le dernier rempart pour une économie qui ne croit pas beaucoup à la "valeur ajoutée" d'une quelconque action communautaire. Ce repli national en termes économiques et, par conséquent, la dissociation des trois thèmes actuels - euro, coordination économique dans le cadre de l'UEM et actions pour l'emploi - renforce l'image douteuse qu'a l'euro outre-Rhin: on ne sait toujours pas vraiment, à quoi cela sert, et tout ce qui est nouveau constitue d'abord un risque. La vraie défaillance du débat allemand sur l'UEM se trouve là et ce débat a besoin d'une clarification si l'on veut éviter que le tout nouveau consensus trouvé autour de l'euro éclate un beau jour.

\*\*\*

### **1. Débat sur les "3%" enfin maîtrisé?**

*Nous avons essayé de démontrer dans la première étude<sup>10</sup>, à quel point et avec quelle surenchère, le débat allemand sur l'UEM s'était rétréci à un débat sur la stabilité budgétaire en vue de l'UEM, se focalisant notamment sur le fait que les pays participants à l'euro doivent "strictement remplir" le Traité de Maastricht. Le débat s'est laissé entraîner, par souci politique - sinon par tactique délibérée - vers une argumentation économiquement peu valable stipulant que la stabilité monétaire s'arrête à 3,00% du déficit budgétaire, "pile" (par rapport au PIB). Sous le motif "les critères priment sur l'agenda", l'Allemagne donnait l'impression de vouloir tenir ouverte la porte d'un report de l'UEM, possibilité encore très vivement discutée au printemps 1997. Ce refus de tout "automatisme" du passage vers l'euro a été accentué à partir du moment<sup>11</sup> où une participation des pays méditerranéens, en particulier de l'Italie, paraissait possible. Visiblement, la mise en relief des "3% pile" devait servir à quelques milieux politiques plutôt sceptiques à l'égard de l'euro<sup>12</sup> à exclure "le club med" du départ de l'euro. C'est dans cet esprit que la "comptabilité créatrice" fut largement thématisée dans la presse allemande, considérant que les efforts d'assainissement budgétaire, en particulier des pays du Sud de l'Europe, n'étaient pas valables. En réaction à ce constat et pour s'assurer que le but d'une stabilité budgétaire soit rempli d'une manière durable<sup>13</sup>, le gouvernement allemand a proposé, en novembre 1995, un "Pacte de stabilité", dont la conclusion au Sommet Européen de Dublin en décembre 1996 et la signature définitive au Sommet d'Amsterdam en juin 1997 devenaient des enjeux politiques primordiaux pour contenir le débat sur l'euro vis-à-vis d'un public non seulement sceptique, mais alerté. Il est important de constater que la presse allemande, qui se montre presque majoritairement sceptique sinon hostile à l'UEM<sup>14</sup>, a contribué beaucoup à ce sentiment d'angoisse très présent dans la population allemande.*

On aurait pu imaginer que le débat sur les "3%" se calme en Allemagne avec la conclusion du Pacte de stabilité au Sommet Européen de Dublin le 15/ 16 décembre 1996. Mais la "paix" fut éphémère et c'est au contraire au printemps 1997 que le débat allemand sur l'UEM est arrivé à un point culminant. Néanmoins, le débat a changé structurellement en février/ mars 1997 et ceci pour deux raisons:

- La première est que l'Allemagne, touchée par une forte hausse du chômage en janvier 1997, se voit confrontée de plus en plus à une certaine critique "*de gauche*" de l'Euro, soulignant que la poursuite du processus de convergence à tout prix était en train de saper l'Europe sociale et demandant un report de l'euro, justement pour atténuer les dégâts sociaux.<sup>15</sup> On peut y constater un parallélisme - nouveau pour l'Allemagne - avec une argumentation, qui, jusqu'à ce moment, était plutôt répandue en France, alors qu'en Allemagne dominait justement une critique que l'on pourrait appeler "*de droite*" ("l'Euro sera faible"). Il est important de remarquer que le débat en Allemagne connaissait, à partir de ce moment, les deux séries d'arguments contre l'euro, les deux se conjuguant dans une demande de report: le slogan que "nous ne sommes pas prêts"<sup>16</sup> s'appliquait alors à la fois à la discussion sur les "3%" comme au débat sur la nécessité de résoudre les problèmes structurels de l'Allemagne, dont le chômage, au niveau national avant de passer à l'euro.<sup>17</sup>

- La deuxième raison est étroitement liée à ce constat, puisque le fait, au vu des chiffres publiés au printemps 1997, que l'Allemagne n'allait, elle-même, pas remplir *strictement* les critères budgétaires du Traité de Maastricht - on tablait, à ce moment, plutôt sur un déficit d'environ 3,5%/ PIB pour l'Allemagne en 1997<sup>18</sup> - ne faisait que renforcer le sentiment répandu que le report s'imposait. Le fait que l'UEM sans l'Allemagne n'avait pas de sens, impliquait le report puisque l'Allemagne n'était pas au rendez-vous des critères. Le débat sur l'alternative qui consiste à assouplir les critères, ou à reporter l'UEM arrivait alors à un point culminant et des journaux tel que le "Spiegel" notait, non sans suffisance, que le Chancelier, si attaché au projet de l'euro, était tombé lui-même dans le piège des critères.<sup>19</sup> La convergence insuffisante en politique budgétaire restait donc primordiale en Allemagne, sauf que cette dernière perdait définitivement son rôle de "donneur de leçons" vis-à-vis de ses partenaires européens, notamment ceux de l'Europe du Sud. Le débat sur les "3%" devenait d'autant plus crispé que l'Allemagne avait perdu elle-même sa crédibilité sur la question.

Cette situation rendait évident, avec une nouvelle clarté, que la décision finale sur l'euro serait *politique* ce qui a provoqué - momentanément - une véritable crise dans le débat. La défaveur dont souffrait l'euro et l'irritation politique étaient telles que seule l'annonce du Chancelier Kohl de se représenter aux élections législatives d'automne 1998, survenue à la surprise de tous et plus tôt que prévu en avril 1997, pouvait remédier à l'enlisement du débat dans un flou artistique, politiquement non maîtrisé. Il n'est donc pas exagéré de constater que le Chancelier, qui avait lié à plusieurs reprises son sort personnel à la réalisation de l'UEM a, en annonçant sa candidature, en quelque sorte "sauvé" l'euro, puisqu'il a confirmé que l'Allemagne tenait à ses engagements européens.<sup>20</sup>

Toutefois, cette nouvelle crispation au printemps 1997 sur le thème "assouplissement des critères *versus* report de l'UEM" imposait définitivement au gouvernement allemand de trouver une solution valable pour satisfaire *strictement* au critère budgétaire. Non seulement il était à ce moment clair que le public allemand ne

suivrait jamais le raisonnement d'une relativisation de l'importance du critère des 3%. Mais surtout le gouvernement *ne pouvait et ne peut se permettre* d'apporter de l'eau au moulin de ses adversaires qui ne manqueront pas l'occasion de porter plainte devant le Tribunal de Karlsruhe, en cas de défaillance allemande sur le critère budgétaire.

La solution fut vite trouvée, mais elle fut mauvaise. En avril, l'idée de réévaluer le stock des réserves d'or de la Bundesbank<sup>21</sup> - une mesure parfaitement légale et d'ailleurs imposée par le Traité de Maastricht afin d'aligner, au niveau des banques centrales européennes, l'évaluation des stocks d'or - a déclenché un tollé outre-Rhin.<sup>22</sup> L'Allemagne qui n'avait pas cessé d'accuser ses partenaires européens, en particulier l'Italie et la France ("l'affaire Telecom") de pratiquer "une comptabilité créatrice" se voyait maintenant elle-même reprocher une "tricherie majeure" pour arriver à un déficit de 3% "pile". Cette manœuvre peu habile, surnommée très vite "l'affaire Main-Gold"<sup>23</sup> a non seulement alerté de nouveau la population allemande sur le "sérieux" des efforts de convergence, mais a aussi failli nuire à la réputation de la Bundesbank. Le fait que celle-ci se soit massivement opposée aux souhaits politiques<sup>24</sup> a sauvé la situation, tout en entraînant un dégât sérieux en terme de crédibilité politique.

Depuis, ce débat est clos: les 3,0% sont en effet 3,0%, et ceci n'a pas changé depuis. La crispation sur les 3% est encore à ce jour mentionnée dans des multiples déclarations<sup>25</sup>, notamment de la part de la CSU, l'aile bavaroise de la CDU, qui met ainsi sous pression la politique au niveau national.<sup>26</sup> Jusqu'au dernier jour, l'Allemagne ne pourra pas se permettre de laisser dangereusement ouverte cette faille, afin de ne pas permettre aux opposants de porter plainte à Karlsruhe<sup>27</sup>, et ceci compte non seulement pour elle même, mais pour tous ses partenaires européens qui veulent faire parti du peloton de tête pour l'euro. La seule détente à attendre pour ce point précis du débat est le fait qu'une reprise de la conjoncture est au rendez-vous depuis automne 1997, et qu'il semble donc pour la plupart des pays européens, y compris l'Allemagne, réellement possible d'atteindre un déficit de 3,0% voire 2,9% du PIB en 1997.<sup>28</sup>

## 2. D'Amsterdam à Weimar

*Nous avons vu dans la première étude<sup>29</sup> que le débat sur l'UEM en Allemagne a été marqué, tout au long de l'année 1996 et de l'hiver 1996/97, par une différence profonde avec en particulier la France, sur la question de l'indépendance de la future Banque Centrale Européenne, la gestion du futur taux de change entre le dollar et l'euro, ainsi que sur la création d'un "gouvernement économique" pour assurer la coordination économique entre les partenaires en régime de l'euro. Cette question englobe la réflexion sur des actions concertées en cas de chocs asymétriques et soulève donc aussi le problème d'un certain fédéralisme au niveau budgétaire, soit par des transferts financiers d'une région à l'autre, soit par la création d'un fonds de stabilisation conjoncturel au niveau du budget central de l'UE, débat qui est, par ailleurs, assez vif en France<sup>30</sup>. Nous avons mis en relief que le débat (économique) allemand avait tendance à considérer que la création d'un "gouvernement économique" allait entraver l'indépendance de la BCE et "politiser" la politique monétaire, alors que les Allemands visaient plutôt une UEM "pure", sans volet économique, considérant qu'une politique monétaire restrictive aide l'économie à ne pas retarder les ajustements structurels nécessaires face à la nouvelle donne*

*mondiale. Le constat étant qu'en défendant cette position, l'Allemagne s'enlisait dans l'ambiguïté de refuser - de facto - l'union politique, puisque la coordination des politiques économiques permet justement de décider les grands choix économiques et sociaux qui doivent aller de pair avec la réalisation de l'UEM. Vivant sur "l'expérience RDA", donc un certain traumatisme quant aux conséquences de transferts financiers importants, l'approche allemande qui consiste à refuser catégoriquement tout débat sur la coordination économique était basée sur le fait, que le public en Allemagne y associait d'emblée des transferts financiers vers d'autres régions européennes.*

## **2.1. La crainte de transferts financiers: toujours virulente**

Ce débat a, en effet, légèrement évolué. Il n'en reste que la crainte que l'UEM puisse générer des transferts financiers importants, est toujours d'une grande actualité. En effet, de nombreux professeurs font remarquer que la "clause-bail-out" du Traité de Maastricht, pourtant le garant qu'un Etat ne soit pas obligé de payer pour la dette de l'autre, ne fonctionnera pas en réalité, pour des raisons politiques. Au contraire, des recours financiers seraient plus que probables. En plus, le Traité permettrait *expresses verbis* des aides financières en cas de crise grave.<sup>31</sup> Il est important de noter que ce constat n'est que présenté et perçu dans sa dimension négative - un Etat laisse volontairement filer son budget, les autres doivent le soutenir - alors que cette hypothèse n'est pourtant pas très réaliste, quand on regarde les politiques budgétaires des pays européens sur les dernières années. Plus important encore: la question si l'UEM ne pourrait éventuellement encore mieux fonctionner en intégrant un certain fédéralisme budgétaire minimal est, contrairement à la France, un sujet tabou.

Il est aussi intéressant de voir dans ce contexte que la problématique de la "clause no-bail-out" liée au pacte de stabilité a actuellement même des répercussions sur le système des transferts financiers à l'intérieur de l'Allemagne ("Länderfinanzausgleich"). L'idée de M. Waigel était de concevoir, en application du pacte de stabilité au niveau européen, un "pacte *national* de stabilité" qui "distribuerait" le déficit désormais autorisé de 3% entre les *Länder* et le *Bund*, selon une pondération tenant compte de la population des différents *Länder*. Cette proposition visait non seulement à limiter la solidarité financière entre des *Länder*, mais surtout à limiter, au niveau des *Länder* aussi, le déficit autorisé à 3%/ PIB, voire d'interdire à certains d'entre eux d'épuiser la limite des 3%.<sup>32</sup> Il est intéressant de noter que plusieurs juristes y voient une ingérence non-autorisée dans la souveraineté financière des *Länder*<sup>33</sup>, alors que l'Allemagne n'avait pas ce souci quand il s'agissait de conclure le Pacte de stabilité au niveau européen. On ne peut que répéter que la situation budgétaire très difficile dans laquelle l'Allemagne se trouve aujourd'hui, notamment à cause de la réunification constitue le terrain pour ce débat et est à la base d'une sensibilité accrue envers tout ce qui pourrait aggraver la situation des finances allemandes. L'idée que le *Länder* aussi doivent satisfaire les conditions du pacte de stabilité trouve d'ailleurs un grand soutien dans l'opinion publique.<sup>34</sup>

## **2.2. L'évolution sur la question d'une coordination des politiques économiques**

Le Conseil d'Amsterdam a traité les questions liées à l'UEM tout d'abord en ratifiant le pacte de stabilité et, d'autre part, en adoptant, à la demande de la France, une résolution sur l'indispensable coopération des politiques économiques, dont il reste à

préciser les modalités. Les semaines précédant le sommet, l'opinion publique et la presse allemande avaient été alertées du fait que le nouveau gouvernement socialiste en France s'apprêtait à refuser de signer ce Pacte, si le Conseil Européen n'allait pas s'occuper en même temps de l'emploi. La mise sous conditions du Pacte de stabilité comme par ailleurs les autres "conditions" pour l'euro, avancées par le nouveau gouvernement socialiste<sup>35</sup>, furent très mal acceptées en Allemagne.<sup>36</sup> L'euro, peut-on encore le faire avec la France? Telle était la question lancée par la presse allemande<sup>37</sup>, réactivant de multiples soupçons à l'égard de la France concernant ses "*vraies intentions*" quant à l'indépendance de la Banque Centrale ou encore la future gestion monétaire. Le sommet franco-allemand de Poitiers du 13 juin 1997 comme le sommet Européen d'Amsterdam du 16 juin furent marqués par un affrontement de taille entre la France et l'Allemagne sur à la fois le "gouvernement économique" et la demande française d'une relance européenne pour l'emploi,<sup>38</sup> mais il est important de souligner que les deux enjeux furent - à tort d'ailleurs - très souvent confondus. D'une manière générale, la venue des Socialistes au gouvernement sous Lionel Jospin fut, en termes économiques, largement considérée comme "un retour au keynesianisme", dépoussiérant les vieilles recettes économiques, et ceci aussi chez certains sociaux-démocrates allemands.<sup>39</sup>

La demande française de créer un "gouvernement économique", question profondément institutionnelle, a troublé le débat allemand essentiellement pour deux raisons:

D'abord, les Allemands interprétaient majoritairement cette proposition française en ce sens que la Banque Centrale Européenne (BCE) devait être "*rattachée*" à un gouvernement économique qui était supposé pouvoir donner des "ordres politiques" à la BCE<sup>40</sup>. Malgré plusieurs prises de position, notamment par Jacques Delors<sup>41</sup>, expliquant que la France visait non pas la création d'un organe de contrôle, ni même d'un "*contrepoids*", mais seulement la création d'un "*pendant*" politique, à même d'endosser la responsabilité politique pour l'action économique et monétaire menée au niveau européen - et ceci justement pour que la Banque Centrale ne devienne pas le "bouc émissaire" pour tout mécontentement dans la population - ce problème de perception demeurait majoritaire tout au long de l'été. Il fut péniblement "enterré" avec la déclaration conciliante de Lionel Jospin au sommet franco-allemand de Weimar en septembre 1997, soulignant l'indépendance de la Banque Centrale européenne "qui n'a pas besoin d'être accompagnée d'un quelconque conseil politique".<sup>42</sup> La presse allemande commentait cette déclaration - non sans un air triomphant<sup>43</sup> - comme un "abandon" français de sa position sur le "gouvernement économique".

Auparavant, seul le porte-parole de la -Démocratie-Chrétienne allemande, Karl Lamers, parlait, dans la presse française, du "gouvernement économique" comme d'une excellente idée.<sup>44</sup> Le 17 octobre, un papier sur l'euro publié par quatre responsables du groupe CDU et CSU au Bundestag (dont M. Lamers) reprenait l'idée "d'utilis(er) davantage, (et) si nécessaire développ(er) les mécanismes de coordination économique existants."<sup>45</sup> Et plus récemment encore, l'idée d'un "Conseil de l'Euro"<sup>46</sup> était soutenue par un des auteurs du Traité de Maastricht, Horst Köhler, qui fut, au moment de l'élaboration du Traité, Secrétaire d'Etat aux Ministère des finances. Köhler déclarait en septembre 1997 que "la coordination économique constitue un intérêt primordial...On pourrait imaginer, entre la future Banque Centrale et ce Conseil un dialogue fructueux sur des questions de réformes structurelles. Les Allemands ne peuvent pas continuer à renvoyer cette demande justifiée de leurs

partenaires européens par la simple évocation de l'indépendance de la Banque Centrale."<sup>47</sup> Mais de l'autre côté, Theo Waigel déclarait encore le 6 octobre 1997 que "l'euro n'a pas besoin d'un quelconque conseil".<sup>48</sup> Néanmoins, seulement une semaine après, les représentants de la France et de l'Allemagne arrivaient, le 14 octobre 1997 à Münster en Allemagne, à un accord sur la création d'un "Conseil de l'euro", qui réunira, une fois l'UEM réalisée, les ministres des pays participant à l'euro d'une manière informelle avant la réunion de l'ECOFIN afin d'approfondir les échanges sur l'évolution économique récente dans les différents pays. Et certains de faire une analogie avec la méthode du G 7. L'accord trouvé fut transmis, accompagné d'une lettre commune franco-allemande, le 24 octobre 1997, au Président du Conseil Européen, Jean-Claude Juncker, mais le texte reste toutefois peu précis: concernant la coordination des politiques économiques, il stipule seulement un "usage plus efficace de l'article 103",<sup>49</sup> sans définir un champ d'applications concrètes. Malgré cet accord "minimaliste" mais approuvé par le gouvernement français, il semble manifeste que la France avait espéré quelque chose de plus conséquent.<sup>50</sup> Par contre, coté allemand, on considère ce débat maintenant comme "clos".<sup>51</sup> A voir toutefois, si ce Conseil de l'Euro suffira aux besoins d'une coordination accrue des politiques économiques en régime de l'UEM, ou s'il se révèle à être un trompe-l'oeil, concession "arrachée" aux Allemands pour faire "plaisir aux Français". Le débat sur la véritable volonté allemande de consentir à une approche européenne en politique économique semble, en effet, loin d'être clos. On en reparlera sûrement au Conseil Européen le 12 et 13 décembre prochain à Luxembourg.

### 2.3. L'Euro dans le contexte du débat sur l'emploi

L'autre raison pour l'hésitation allemande était que, depuis les débats intenses d'Amsterdam, la question d'un "gouvernement économique" était trop mêlée, dans le débat public en France comme en Allemagne, à la question de l'emploi et notamment la création d'emplois par des mesures publiques prises au niveau européen. Ce qui fait qu'il n'y avait pas, dans le débat allemand, séparation entre le côté strictement institutionnel d'un éventuel "gouvernement économique" - le cadre dans lequel coordonner, dans l'avenir, les politiques économiques sans pour autant anticiper les résultats ou le contenu de ces délibérations - et le côté "relance conjoncturelle". Autrement dit, la presse allemande associait à un "gouvernement économique" des programmes de relance conjoncturels au niveau européen, considérés comme coûteux et peu efficaces. Dans la mesure où le bureau politique du SPD réclamait, en septembre 1997, effectivement la formulation d'un "Pacte pour l'emploi", qui devrait être sur le même niveau que le Pacte de stabilité afin de flanquer, au niveau social, la création de l'UEM<sup>52</sup>, on peut faire état d'une certaine confusion dans le débat. Notons aussi que le candidat potentiel à la Chancellerie du SPD, Gerhard Schröder, souscrit par ailleurs à l'opinion française sur la nécessité d'une politique de relance de la demande.<sup>53</sup>

Le Sommet Européen extraordinaire sur l'emploi a, certes, révélé, grâce aux efforts de Jean-Claude Juncker, un consensus sur les méthodes de suivi des politiques de l'emploi. Mais de plus en plus, le débat sur l'euro s'étend, dans la discussion allemande, à une discussion globale sur les conditions d'une économie moderne qui saura faire face au défi de la globalisation et au progrès technique. Les solutions françaises, telle que la réglementation récente sur les 35 heures annoncée après la conférence sur l'emploi le 10 octobre, ne sont pas convaincantes en Allemagne et

obscurcissent le débat sur l'euro. Le débat est ouvert: Le modèle dit "anglo-saxon" allant vers une plus grande flexibilité notamment dans le domaine du marché du travail l'emportera-t-il sur ce que l'on pourrait appeler une "*européanisation du modèle rhénan*", tout en y apportant des adaptations nécessaires, ce qui correspondait plus vraisemblablement à la conception delorienne de l'UEM depuis son rapport initial de 1989.<sup>54</sup> En un mot: l'approche française continue à être critiquée, par certains, en Allemagne. Ceux-là ne cessent pas de souligner la non-capacité et la non-volonté de réforme et de restructuration dans ce pays<sup>55</sup> et doutent plus ou moins ouvertement de l'opportunité de commencer une union monétaire, dans de telles conditions.

La question est s'il ne s'agit pas, au fond, d'un procès d'intention à l'égard de la France. En lisant la presse allemande, on constate qu'un point principal de sa critique est, d'une manière générale, de considérer que la France refuse de faire face à la mondialisation. C'est dans ce climat qu'il faut considérer les réactions négatives dans les mêmes journaux à l'égard d'un candidat français à la BCE même si le candidat proposé est considéré comme absolument orthodoxe aux yeux des Allemands dans ses conceptions de la politique monétaire. Si ce climat devait se confirmer, voire s'amplifier, on pourrait émettre des craintes quant à la qualité et la solidité de ce que l'on appelle le couple franco-allemand.

### **3. Le SPD: Suspense délicat**

Le malaise qui persiste dans le débat allemand sur l'euro est aussi alimenté par le fait que le parti d'opposition, le SPD, n'a à ce jour, pas encore choisi son candidat à la Chancellerie, alors que ce choix pourrait influencer la ligne directrice du parti sur le dossier de l'euro. Si le président du SPD, Oscar Lafontaine, semble aujourd'hui proche des thèses françaises - oui inconditionnel à l'euro, pas d'orthodoxie budgétaire, oui à une coordination des politiques économiques - l'autre candidat potentiel, Gerhard Schröder,<sup>56</sup> défend des thèses plus floues. Dans le débat public allemand, on lui attribue plutôt une orientation "Blairiste". Le flou artistique que Gerhard Schröder laisse planer sur la question de l'euro nourrit le sentiment en Allemagne que "tout n'est peut être pas joué." Schröder est d'ailleurs assez habile sur la question. Sans s'opposer ouvertement et banalement à l'UEM ("Je ne suis pas un adversaire de la monnaie unique"), il tente de démontrer qu'il y a conflit entre les buts économiques primordiaux de l'Allemagne (le chômage notamment) et le passage vers la monnaie unique: "Nous sommes confrontés à un dilemme. Avec 18 millions de chômeurs en Europe, l'intervention des Etats est le seul moyen de relancer l'économie. Or la préservation de la stabilité exigée par l'UEM s'y oppose. Ne serait-il pas plus raisonnable de donner la priorité à l'emploi et d'attendre une conjoncture plus favorable à l'introduction de l'euro? C'est en tout cas la question qui va dominer le débat politique, pas seulement chez nous, mais aussi chez vous, en France."<sup>57</sup> Cette position est d'autant plus ambiguë que Schröder exige au même moment le respect "étroit" des critères de convergence. Sans apporter de réponse, Schröder place ainsi le doigt sur les points sensibles du débat sur l'UEM en Allemagne: comment concilier stabilité monétaire et politique volontariste de l'emploi, comment trouver une solution "au problème du coût social à long terme de la monnaie unique", sans vouloir accepter une institution, un "gouvernement économique", qui s'en occupe, de peur qu'elle n'entrave l'indépendance de la Banque Centrale. Enfin, comment contrebalancer des éventuelles migrations de main-d'œuvre vers les pays à monnaie forte, sans recourir à des transferts financiers conséquents<sup>58</sup>, impensables pour une

Allemagne dont le plus grand problème actuel est son dérapage budgétaire après la réunification.<sup>59</sup> En résumé, le débat demeure ouvert à l'intérieur même du SPD compte tenu de la position flatteuse de M. Schröder dans les sondages.

#### **4. La rentrée 1997: un calme trompeur?**

A l'automne 1997, le débat sur l'UEM en Allemagne se trouve dans une phase d'attente. On assiste à la fois à des déclarations de grands patrons de l'industrie ou des banques qui disent en avoir fini avec l'euro-scepticisme,<sup>60</sup> mais aussi à une critique accentuée de certaines branches industrielles soulignant les risques potentiels de l'euro.<sup>61</sup> Le sentiment de plus en plus manifeste que l'euro verra le jour à la date prévue<sup>62</sup> est contrebalancé par le sentiment que l'économie allemande est insuffisamment préparée au défi du passage, notamment au niveau des PME et PMI.<sup>63</sup>

En plus, on assiste à des "sous-débats" qui contribuent au malaise général: Ainsi furent vivement thématiques les "coûts" de l'UEM pour l'Allemagne par le fait d'une répartition des "gains" encaissés par la future Banque Centrale. Puisque les gains de la future BCE iraient d'abord dans un compte commun pour être diffusés parmi les pays-membres de l'UEM dans un deuxième temps, l'Allemagne, qui serait désavantagée par la clé de redistribution, perdrait 25 Milliards de D-Mark, quelques estimations allant jusqu'à 90 Milliards de D-Mark.<sup>64</sup> Même si d'autres études ont révélé que les pertes potentielles pour l'Allemagne se chiffrent au maximum aux alentours de 0,35% du PIB (environ 13 Milliards de D-Mark)<sup>65</sup>, ce genre de débat peut compromettre une évolution favorable des opinions envers l'euro.

Mais surtout et encore une fois, le débat politique, et notamment le relais vers l'opinion publique, paraît toujours à la traîne. Alors que les Ministres des Finances européens décidaient, milieu septembre 1997 à Mondorf, de fixer à l'occasion du Sommet Européen en mai 1998 non seulement le nombre des participants de l'UEM, mais aussi les taux de change définitifs afin d'éviter des turbulences monétaires pour la période de mai 1998 à décembre<sup>66</sup>, ce qui était un autre signal très fort de l'engagement politique sur l'UEM à la date prévue, le parti au pouvoir, la CDU, devait affronter quasiment au même moment une fronde interne sur l'euro, conduite par Kurt Biedenkopf, Ministre-Président de la Saxe - et "ennemi" politique de longue date du Chancelier.<sup>67</sup> Soulignant que les risques de l'UEM n'étaient pas assez discutés, Biedenkopf annonça un amendement important du passage relatif à l'UEM de la motion directrice ("Leitantrag") pour le congrès du parti des 12-15 octobre 1997<sup>68</sup>. La tentative de Biedenkopf de déclencher, à l'occasion du congrès, un grand débat sur l'euro, fut finalement passée sous silence, ce qui, en effet, fait clairement apparaître la capacité de "leadership" de la CDU et notamment du Chancelier sur cette question. Mais le débat allemand sur l'UEM reste comparable à une danse sur un fil sans filet de sécurité, et la "composante bavaroise" ne doit pas être sous-estimée au moment de la décision finale.<sup>69</sup>

Ainsi, le papier présenté en septembre 1997 par quatre haut responsables politiques de la CDU<sup>70</sup> qui avait essentiellement pour but de réintégrer le débat sur l'UEM dans les intérêts stratégiques de l'Allemagne - tout en ayant une vision éclairée sur les "3%" et en accentuant plutôt leur valeur en termes politiques qu'économiques<sup>71</sup> - fut immédiatement critiqué par le président bavarois de la CSU, Edmund Stoiber, qui considérait ce texte "en dehors de la légalité du Traité de Maastricht."<sup>72</sup> En même temps, plusieurs réactions publiques à ce papier montrent qu'il fut considéré non pas

comme argumentaire solide, mais simplement comme une publicité peu convaincante pour l'euro.<sup>73</sup>

Mais d'autres considérations doivent entrer en ligne de compte: ainsi peut-on considérer que la défaite de Henning Foscherau (SPD) aux élections régionales de Hambourg fin septembre 1997 a démontré à nouveau d'une manière claire que *l'on ne peut pas gagner des élections en Allemagne en étant contre l'euro*. Henning Foscherau faisait partie des leaders politiques allemands importants qui se déclaraient ouvertement hostiles à l'UEM<sup>74</sup>, ce qui n'a pas été reçu d'une manière positive par l'électorat. Déjà en mars 1996, Dieter Spöri, également SPD, avait fait dans le Baden-Württemberg, l'expérience douloureuse que l'opposition contre l'euro "ne paie" pas en Allemagne. La population est donc surtout *réaliste*; elle manque en premier ligne d'information: à quoi bon l'euro? La chance d'un virage positif du débat réside dans la capacité d'explication et donc dans les convictions des élites allemandes.

## 5. Conclusions

- L'Allemagne fera l'euro à la date prévue. Ceci semble aujourd'hui parfaitement clair, même si les prochains mois verront certainement encore quelques tempêtes dans le débat public.
- Il sera par ailleurs important de ne pas sous-estimer l'importance des deux votes relatifs à l'UEM qui auront lieu dans les deux Chambres, Bundestag et Bundesrat, avant le Conseil Européen de mai 1998: pas de sous-estimation<sup>75</sup>, puisque ce vote sera d'une importance politique clé pour assurer la confiance de la population envers ce projet. Mais pas non plus de surestimation, puisque désormais une large majorité pour l'euro se dessine à l'horizon des deux chambres. Même si l'on verra quelques parlementaires "dissidents", la majorité des deux grands partis, CDU/CSU et SPD, s'exprimeront en faveur de l'euro, ainsi que la quasi-totalité des libéraux et des verts. La décision au Bundestag ne sera donc en aucun cas une décision acquise "de justesse".
- Le problème du débat sur l'UEM en Allemagne se situe - à l'heure actuelle - non pas sur la période d'ici mai 1998, mais peut-être bien pour la période d'après. Par le biais d'une politique d'information accrue, tout doit être fait pour éviter que la majorité des Allemands accepte l'UEM *nolens volens* avec un sentiment de réticence. Sinon, le risque sera grand que les moindres difficultés dans la mise en place de l'euro pendant la phase transitoire de 1999 à 2002 serve de prétexte pour remettre en cause la décision. De même, on risque dans une telle situation que l'euro devienne le bouc émissaire en raison d'une situation économique qui se dégraderait.
- Après la décision de mai 1998 sur les participants, le "vrai" débat ne fera que commencer. Comme nous avons vu, l'entente "intellectuelle" - notamment entre la France et l'Allemagne - sur le "comment" de la gestion quotidienne de la politique monétaire, le cadre économique, voire social à créer, n'est pas encore réalisée. L'accueil très différent qu'a eu la dernière hausse des taux d'intérêts de la Bundesbank le 8 octobre 1997 en France<sup>76</sup> et en Allemagne<sup>77</sup> rend évident le besoin non seulement d'explication, mais aussi de communication avec les opinions publiques. De nombreuses questions quant à la coordination des politiques économiques restent à résoudre, et ceci ne pourra se faire que par "training on the job", une fois l'UEM réalisée.

- L'Allemagne a commencé, ces derniers mois, à réintégrer l'euro dans un débat sur une vision d'ensemble de l'Europe. Le papier déjà mentionné de la CDU n'en est qu'une illustration, parmi d'autres. L'Allemagne avait, d'une certaine manière, besoin de rattraper un débat européen, qu'elle n'a pas eu de la même manière que la France avec son référendum sur le Traité de Maastricht. A l'époque, en effet, la question de la réunification dominait dans le débat public. Le succès de l'euro se jouera sur la volonté et la capacité de la grande Allemagne, si différente de la RFA et actuellement plus que jamais en quête d'identité politique et économique, de retrouver pleine confiance en ses possibilités et par conséquent, de développer une nouvelle dynamique européenne et d'afficher une vision économique et politique cohérente de l'Europe qu'elle souhaite pour l'an 2000.

\*\*\*

<sup>1</sup> cf. Bericht des Vorsitzenden der CDU/ CSU-Bundestagsfraktion, Dr. Wolfgang Schäuble, auf dem Parteitag der CDU in Leipzig, Pressestelle der CDU-Bundestagsfraktion

<sup>2</sup> cf. commentaire dans la FAZ, 15.10.1997

<sup>3</sup> cf. Focus du 17 novembre 1997, p. 113

<sup>4</sup> cf. Discours de Theo Waigel devant de Parlement Européen le 21 Octobre 1997, FAZ, 22.10.1997

<sup>5</sup> Nous avons traité la réduction quelque peu aveugle du débat allemand sur le critère du déficit budgétaire dans un papier précédent: Le débat sur l'UEM en Allemagne, Essai d'analyse, Problématique Européenne, No. 1, Notre Europe, mars 1997

<sup>6</sup> ibid., p. 8

<sup>7</sup> DIHT, Wettbewerbsfähige Unternehmen, Beschäftigungslose Arbeitnehmer - Warum kommt der Arbeitsmarkt nicht in Gang? Beschluß des DIHT-Vorstandes vom 11 September 1997

<sup>8</sup> Olaf Sievert: Europäische Währungsunion und Beschäftigung, Vortrag auf dem Internationalen HYPO-Kapitalmarktsymposium "Perspektiven 1997" der Bayerischen Hypotheken - und Wechselbank, 26. Oktober 1997, Salzburg

<sup>9</sup> Horst Siebert: "Die Währungsunion ist kein Beschäftigungsautomat", FAZ, 24.1.1997

<sup>10</sup> cf. Problématiques Européennes, No. 1, Notre Europe, op. cit.

<sup>11</sup> C'était au printemps 1996 que les données économiques donnaient, pour la première fois, une chance pour plusieurs pays méditerranéens, dont l'Italie, de participer à l'UEM dès le début.

<sup>12</sup> A citer ici en particulier le CSU, l'aile bavaroise de la CDU.

<sup>13</sup> Il convient de souligner que la *durabilité* des efforts en vue d'une maîtrise budgétaire est en effet un facteur clé pour assurer la stabilité monétaire de l'euro. Mais c'est parce que la *durabilité* est si importante, que le débat sur les "3% pile" pour débiter l'UEM paraissait, surtout dans le passé, exagéré.

<sup>14</sup> L'euro-scepticisme est très latent dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung, qui pourtant joue un rôle clé vis-à-vis les élites-décideurs en Allemagne. Les grands journaux hebdomadaires, le "Spiegel" et le "Focus" sont globalement très sceptiques. Même les quotidiens et hebdomadaires économiques, le "Handelsblatt" et la "Wirtschaftswoche" publient, certes dans un souci d'équilibrer les positions, plus d'articles sceptiques voire négatifs que le contraire. La seule exception est l'hebdomadaire "Die Zeit", qui semble avoir adopté une ligne rédactionnelle clairement positive vis-à-vis de l'euro.

<sup>15</sup> cf. les déclarations du Président du DGB, Dieter Schulte, in: Le Monde, 9/10 mars 1997 et le dossier dans "Die Woche", hebdomadaire du centre-gauche, 26 mars 1997

<sup>16</sup> cf. Arnulf Baring, FAZ, 28 février 1997

<sup>17</sup> Cet argument était notamment déployé par le DGB, cf. les déclarations de la Vice-présidente, Mme Engelen-Kefer, FAZ du 7 janvier 1997. Ceci est aussi la position de M. Schröder.

<sup>18</sup> cf. les déclarations de l'économiste allemand, Herbert Hax, in: Herald Tribune et FAZ du 10 mars 1997. Le problème du chômage, donc le manque de recettes d'impôts ainsi que des dépenses élevées pour l'allocation chômage contribuaient justement aux problèmes budgétaires de l'Allemagne.

<sup>19</sup> cf. "Abenteuer Euro", Der Spiegel, 17 février 1997

<sup>20</sup> Il y avait uniformité dans l'interprétation que le Chancelier maintenait sa candidature justement à cause de l'euro

<sup>21</sup> La Bundesbank notait, sur la base de la législation allemande, son stock d'or au prix le plus bas du marché. Son or vaut donc en réalité plus qu'il n'apparaît dans son solde positif. L'idée était donc d'évaluer, déjà pour l'année 1997, sa réserve d'or à un prix proche du marché. Ce jeu "virtuel" aurait enrichi le solde positif de la Bundesbank de quelques 60 milliards de D-Mark. Ce "gain" aurait été compté pour diminuer la somme des transferts vers l'ex-RDA ("Erblastentilgungsfond") et aurait donc indirectement allégé le budget allemand de 1997.

<sup>22</sup> cf. A titre d'exemple l'article dans "Focus": "Hand auf dem Gold", 10 avril 1997

<sup>23</sup> En allusion au trésor d'or des Nibelungen, qui se trouve selon la légende, au fond du Rhin, alors que le siège de la Bundesbank est au bord du Main.

<sup>24</sup> Finalement, la solution qui fut trouvée, d'accepter en principe la réévaluation de l'or, mais uniquement à partir de 1998.

<sup>25</sup> cf. à titre d'exemple FAZ du 12.9.1997, ou encore "Pochen auf "Drei Prozent" nur scheinbar stur", FAZ du 27.9.1997, ou encore la demande d'un report par Hansjörg Häfele, basée sur le soupçon d'une "comptabilité créatrice": "Die Europäer sollten den Euro verschieben", in: FAZ, 25. August 1997, S. 15

<sup>26</sup> cf. les déclarations au congrès de la CSU le 21 novembre 1997, FAZ, 24.11.1997

<sup>27</sup> Une plainte à Karlsruhe est, en effet, préparée par quatre professeurs de grand renommée, cf. Die Welt, 12 octobre 1997

<sup>28</sup> Il n'empêche qu'il y a des instituts économiques allemands qui continuaient, encore en septembre 1997, à tabler plutôt sur un déficit de 3,5%, tout en soulignant que ce fait n'est pas primordial pour la réalisation de l'UEM, cf: Berliner DIW dämpft Euro-Optimismus, in: Handelsblatt, 4 septembre 1997. Mais les "sages" économiques en

Allemagne annonçaient, le 14 novembre 1997, un déficit de 3,1%, en soulignant que même ce chiffre serait un chiffre "truqué".

<sup>29</sup> Problématiques Européennes, No. 1, Notre Europe, om. Cit., p. 11-14

<sup>30</sup> cf. Le commentaire récent de Patrick Artus: "Du bon usage du pacte de stabilité", in: L'expansion, 23. Octobre 1997, p. 45

<sup>31</sup> cf. Konstruktionsfehler im Maastricht-Vertrag - Finanzpolitische Fragen gefährlich vernachlässigt, in: FAZ, 28 juillet 1997, p. 11

<sup>32</sup> Stabilitätspakt erfordert Verfassungsänderung, in: FAZ, 7. Oktober 1997

<sup>33</sup> cf. Länder-Finanzminister über den Nationalen Stabilitätspakt uneins, in: FAZ, 24 octobre 1997; éventuellement, cette proposition entraînera même une plainte devant le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe, cf. FAZ, 12 novembre 1997: "Nicht ohne das Bundesverfassungsgericht".

<sup>34</sup> cf. Handelsblatt: "Bonn soll wieder Zahlmeister sein", 27.10.1997

<sup>35</sup> Jospin avait fait dépendre, pendant la campagne législative, la réalisation de l'UEM de quatre conditions: 1. Une interprétation "en tendance" des critères budgétaires de Maastricht, 2. la participation de l'Italie dès le début, 3. la création d'un gouvernement économique ainsi que 4. la mise en oeuvre d'une stratégie européenne sur l'emploi, cf. Le Monde, 3. Mai 1997 et 5 juin 1997

<sup>36</sup> Il suffit de jeter un regard sur l'ensemble de la presse allemande aux alentours du sommet franco-allemand de Poitiers le 13 juin 1997

<sup>37</sup> cf. Wirtschaftswoche, 5 juin 1997

<sup>38</sup> cf. Le Monde, Les Echos et Libération des 13, 14, 15 et 16 juin 1997

<sup>39</sup> Notamment Gerhard Schröder, candidat éventuel à la chancellerie, a répété à plusieurs reprises qu'il croyait plus en les idées de Tony Blair que de Lionel Jospin.

<sup>40</sup> cf. Entretien avec Gerhard Schröder, "Haro sur l'Euro", Politique Internationale, Eté 1997, , S. 293-304, p. 302

<sup>41</sup> cf. à titre exemplaire Discours à Bruxelles en janvier 1996 à l'occasion de la Table Ronde de la Commission Européenne sur l'UEM, Interview dans "Die Zeit", 21 novembre 1996, Interview dans "Die Woche", 28 novembre 1996, Interview dans "Wirtschaftswoche", 17 avril 1997, Interview dans "Le Nouvel Observateur", 20 mars 1997, Discours devant l'organisme du patronat allemand, le BDI, à Bonn, 14 mai 1997, Interview dans "Frankfurter Rundschau", 30 mai 1997, Interview "Die Zeit", 12 juin 1997, dans "Der Spiegel", 16 juin et dernièrement dans "Süddeutsche Zeitung", le 16 octobre 1997

<sup>42</sup> Le Monde, 21 septembre 1997

<sup>43</sup> cf. Thomas Linke: Der Euro verkleistert alle Differenzen, in Handelsblatt, 22 septembre 1997

<sup>44</sup> cf. Karl Lamers: Le gouvernement économique est une excellente idée", in: Le Point, 17 mai 1997

<sup>45</sup> cf. Wolfgang Schäuble, Michael Glos, Rudolf Seiters und Karl Lamers: "L'Euro: les intérêts et la responsabilité de l'Allemagne", Le Monde, 18 septembre et sa version allemande "Die Europäische Wirtschafts- und Währungsunion - Deutschlands Interesse und Verantwortung", FAZ, 17 septembre 1997, p. 10

<sup>46</sup> C'est en effet au courant de l'été que cette notion de "gouvernement économique" - formulation qui avait provoqué beaucoup de refus en Allemagne - fut abandonnée en faveur de la notion d'un "Conseil de l'Euro", cf. "Le problème de la coordination économique est réglé", interview de Karl Lamers, La Tribune 19 septembre 1997

<sup>47</sup> cf. FAZ, 22.9.1997

<sup>48</sup> cf. FAZ du 6 octobre 1997

<sup>49</sup> cf. la publication du document in: La tribune, 7 novembre 1997: "L'accord Paris-Bonn consacre la gestion de l'euro à l'allemande".

<sup>50</sup> Pour le journal "Le Monde", la création de ce Conseil uniquement *inofficiel* était de nouveau plutôt une concession française par rapport aux Allemands, Le Monde, 16 octobre 1997, cf. aussi Gérard Moatti: Conseil de l'euro: pas de cocorico, in: Expansion, 23 octobre 1997, et la Tribune du 7 novembre 1997.

<sup>51</sup> cf. "Le problème de la coordination économique est réglé", interview avec Karl Lamers, in: La Tribune, 19 septembre 1997

<sup>52</sup> cf. SDP für Beschäftigungspakt, FAZ, 24.9.1997

<sup>53</sup> Entretien avec Gerhard Schröder, Politique Internationale, Eté 1997, p. 302

<sup>54</sup> cf. pour ce débat Connolly, Bernard: Burning Kohl. Why the Chancellor's "personal obsession" is in trouble, in The international economy, July/ August 1997, S. 13-15, p. 13 "Just as Mrs. Thatcher initially saw the Single Market, a Delorsian federalizing instrument, as a way of forcing Europe into free market behaviour, so Blair tended to view the constraints that EMU, an even more explicitly federalist tool would impose on rigid continental economies as the way of carrying on the capitalist crusade in Europe. Inside EMU, the reasoning went, the continental countries would simply have to free up their economies or face massive unemployment and social unrest."

<sup>55</sup> cf. le commentaire de Günther Nonnenmacher dans la FAZ du 17 octobre 1997, p. 1

<sup>56</sup> actuellement Ministre-Président en Bas-Saxe

<sup>57</sup> cf. Haro sur l'Euro, Entretien avec Gerhard Schröder, Politique Internationale, Eté 1997, p. 293-304, p. 300

<sup>58</sup> Interview de Gerhard Schröder: "C'est toujours celui qui est le plus proche des réalités qui l'emporte", in: Le Monde, 1.10.1997

<sup>59</sup> *ibid.*

<sup>60</sup> cf. Kohlhaussen: Schluß mit den Euro-Zweifeln, FAZ, 22. September 1997

<sup>61</sup> Immobilienbranche skeptisch über den Euro, FAZ, 18. 9.1997

<sup>62</sup> Néanmoins, il est toujours nécessaire de répéter en Allemagne que l'UEM ne doit pas être reportée. Cet enjeu n'est pas encore définitivement "clos" outre-Rhin, cf: Andreas Schockenhoff: "Die Währungsunion nicht verschieben", in FAZ, 6 septembre, même si l'insistence sur ce fait pourrait paraître dépassé par les faits à l'heure actuelle du débat.

<sup>63</sup> cf. les déclarations du DIHT: 67% des PME/PMI allemands se déclarent "mal préparés" à l'euro.

<sup>64</sup> Euro kostet Deutschland bis zu 25 Milliarden D-Mark", FAZ, 31 juillet 1997; L'économiste Munichois, Hans-Werner Sinn, avait même calculé une perte de 90 Milliards de D-Mark, cf. "Falsch gerechnet", in: Die Zeit, 8 août 1997

<sup>65</sup> Interview avec Carsten Lange de l'Université d'Hannovre, "Falsch gerechnet", in: Die Zeit, 8 août 1997

<sup>66</sup> Le Monde, 16 septembre 1997 et FAZ, 15. septembre 1996

<sup>67</sup> cf. Biedenkopf: Risiken des Euro begrenzen, FAZ, 16.0.1997

<sup>68</sup> Die CDU will die Europapolitik zum Wahlkampfthema machen, in: FAZ, 8 septembre 1997 und "Im allerhöchsten Interesse. Hintze und Biedenkopf streiten über den Beginn der Währungsunion", in: FAZ, 8 septembre 1997

<sup>69</sup> L'agenda politique a prévu des élections en Bavière en septembre 1998, avant les élections législatives au niveau national. La CSU, au pouvoir avec une majorité absolue depuis plus de 40 ans, craint de perdre cette majorité à cause du dossier de l'euro, mal accepté dans la population. L'impact de la CSU pour le débat au niveau national, à travers le Ministre des Finances, Theo Waigel, est donc important. Ceci était tangible quand Waigel avait annoncé comme "ballon d'essai", pendant l'été 1997, qu'il voulait quitter le Ministère des Finances.

<sup>70</sup> Wolfgang Schäuble, Michael Glos, Rudolf Seiters et Karl Lamers: " L'Euro: les intérêts et la responsabilité de l'Allemagne", Le Monde, 18 septembre 1997, p. 11

<sup>71</sup> Le passage relatif formule: "C'est aussi en considération de ce succès qu'il devient possible d'expliquer le fonctionnement des critères de convergence, et surtout de la limitation du déficit public à 3% du produit national brut. Ce critère revêt une importance fondamentale puisque sa réalisation est liée pour une très large part à des décisions politiques, et que la réalisation des autres critères en dépend complètement ou en partie. Si une stabilité des taux d'intérêt et du niveau des prix aussi marquée a été atteinte avec un tel succès, bien que tous les autres Etats membres, à l'exception du Luxembourg, du Danemark, des Pays-Bas et de l'Irlande, aient plus ou moins nettement manqué la réalisation de ce critère clé, c'est en grande partie grâce au regain de confiance des marchés financiers à l'égard de la politique. Cependant, cette confiance ne persistera que dans la mesure où la politique s'orientera selon des objectifs clairement définis. Ce serait donc une erreur de tirer des expériences faites jusqu'ici, la conclusion qu'il importe peu de chiffrer le critère du déficit, même si les 3% *ne sont pas scientifiquement fondés*." Cf. à cet égard aussi "Lamers: Defizitkriterium ist nicht dauerhaft einzuhalten", in FAZ, 22 septembre 1997 et l'interview de Karl Lamers dans "Die Zeit": "Der Euro ist mehr als eine Münze", 5 septembre 1997, p. 7, dans lequel M. Lamers fait à nouveau appel à une vision "plus large" de l'euro.

<sup>72</sup> cf. l'interview avec Edmund Stoiber dans la "Süddeutsche Zeitung", le 8 octobre 1997

<sup>73</sup> cf. les lettres de lecteurs "Pochen auf Drei Prozent nur scheinbar stur" et "Der Euro allein auf das Prinzip Hoffnung gegründet", in: FAZ 27 septembre 1997 et "Bloß Werbung für den Euro", in: FAZ, 25 septembre 1997.

<sup>74</sup> H. Foscherou faisait partie de ce que l'on appelait "la bande des quatre" (cf. Die Zeit, 5 septembre 1997), comportant: Kurt Biedenkopf, Ministre-Président de la Saxe, Edmund Stoiber, Ministre-Président de la Bavière et Gerhard Schröder, Ministre-Président de la Basse-Saxe. Aujourd'hui, il faut toutefois noter que Biedenkopf a été en retrait au congrès du parti de la CDU mi-octobre où il n'a pas su et pu faire valloir sa position sceptique, Edmund Stoiber est quand-même de plus en plus isolé avec ses positions et Gerhard Schröder est en train de faire des "virages en douceur" sur l'Euro, cf. par exemple son interview dans Le Monde, 1.10.1997

<sup>75</sup> f. par exemple la déclaration du Vice-président du Bundestag, Burkhard Hirsch: "Das Parlament muß mitwirken", in: FAZ, 5 août 1997

<sup>76</sup> cf. Libération et Les Echos, 9 octobre et Le Monde, 10 octobre 1997: la presse française considérait cette hausse comme superflue et pas appropriée à la conjoncture actuelle en Europe et ne pouvait pas constater un risque d'inflation.

<sup>77</sup> FAZ, 9 octobre. La presse allemande louait la décision de la Bundesbank de veiller jusqu'au dernier moment à la stabilité monétaire et de donner ainsi un signal très positif pour orienter la future gestion monétaire de l'euro.